



## **Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/51/660  
8 novembre 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquante et unième session  
Point 110 c) de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME : SITUATIONS RELATIVES  
AUX DROITS DE L'HOMME ET RAPPORTS DES RAPPORTEURS ET REPRÉSENTANTS  
SPÉCIAUX

Situation des droits de l'homme au Myanmar

Rapport du Secrétaire général

1. Le présent rapport est présenté conformément au paragraphe 19 de la résolution 50/194 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1995, intitulée "Situation des droits de l'homme au Myanmar", dans lequel j'ai été prié de poursuivre mes entretiens avec le Gouvernement du Myanmar pour soutenir ses efforts de réconciliation nationale, et de faire rapport à l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session et à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-deuxième session.
2. Comme je l'ai indiqué dans mes précédents rapports (voir A/49/716 et A/50/782), je considère que le rôle qui m'est dévolu par l'Assemblée générale consiste non pas à établir des faits, tâche qui relève du mandat confié au Rapporteur spécial par la Commission des droits de l'homme, mais plutôt à offrir mes bons offices.
3. Depuis l'adoption de la résolution 50/194, mes représentants ont eu trois séries d'entretiens à New York et à Bangkok avec le Ministre des affaires étrangères du Myanmar, U Ohn Gyaw. Les États Membres ont appris dans le rapport (E/CN.4/1996/65) que j'ai présenté à la Commission des droits de l'homme le 5 février 1996 qu'en février 1996 j'ai approché le Représentant permanent du Myanmar auprès de l'Organisation des Nations Unies pour lui proposer que mon représentant, M. Alvaro De Soto, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, se rende à Yangon pour une nouvelle série d'entretiens avant la cinquante-deuxième session de la Commission. Le Gouvernement du Myanmar a répondu qu'en raison du calendrier très chargé de ses hauts responsables, il ne serait en mesure de recevoir mon représentant qu'après le mois d'août. Après de nouvelles consultations, il a été convenu qu'une rencontre aurait lieu le 4 avril 1996 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, entre le Ministre des affaires étrangères du Myanmar et mon représentant.

4. Après les événements qui ont marqué la fin du mois de mai 1996 à la suite d'un meeting organisé par la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) pour célébrer le sixième anniversaire de la victoire du parti aux élections de 1990 et de l'arrestation d'un grand nombre de membres de la NLD invités à y participer, j'ai proposé que M. Francesc Vendrell, Directeur de la Division de l'Asie de l'Est et du Pacifique du Département des affaires politiques, qui se trouvait alors en Asie du Sud-Est, se rende au Myanmar et me donne des informations de première main sur la situation. En réponse, le Gouvernement a proposé à la place une rencontre à Bangkok avec le Ministre des affaires étrangères, alors en tournée dans certains pays d'Asie du Sud-Est. La rencontre a eu lieu à Bangkok le 15 juin 1996.

5. Le 6 août, j'ai écrit au général Than Shwe, Président du Conseil d'État pour le rétablissement de l'ordre public et Premier Ministre de l'Union du Myanmar, pour souligner qu'il importait, pour que je puisse m'acquitter de mon mandat, que mes représentants se rendent au Myanmar afin d'y rencontrer les représentants des pouvoirs publics et autres hautes personnalités politiques. J'ai proposé que le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Alvaro De Soto, se rende au Myanmar au début de septembre. Le Ministre des affaires étrangères, U Ohn Gyaw, qui se trouvait à New York pour la session en cours de l'Assemblée générale, a transmis oralement au Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, de la part du général Khin Nyunt, Premier Secrétaire du Conseil pour le rétablissement de l'ordre public, un message par lequel le Gouvernement du Myanmar réaffirmait son désir de poursuivre le dialogue avec moi, tout en faisant valoir que ce dialogue ne devait pas nécessairement se dérouler au Myanmar et pouvait aussi bien avoir lieu ailleurs. Au cours de son entretien avec mon représentant, le Ministre des affaires étrangères a signalé que son gouvernement était disposé à recevoir mes représentants, mais ne pouvait autoriser des entretiens privés avec toutes les personnalités qu'il était à mon avis indispensable de contacter pour que je puisse m'acquitter de mon mandat.

6. Dans les semaines qui ont suivi, d'autres consultations ont eu lieu afin de préparer le voyage de mon représentant au Myanmar avant que le présent rapport ne soit établi. Malheureusement il n'a pas encore été possible de s'entendre sur des modalités qui seraient conformes au mandat que m'a confié l'Assemblée générale.

7. Indépendamment de la question des visites de mes représentants au Myanmar et de l'évolution de la situation dans le pays, les entretiens avec le Ministre des affaires étrangères ont porté sur les questions fondamentales à propos desquelles l'Assemblée générale a exprimé à plusieurs reprises sa préoccupation, notamment la composition, les procédures et le fonctionnement de la Convention nationale; le retrait, suivi de l'expulsion de la NLD de ladite Convention; l'ouverture d'un dialogue entre le Conseil d'État pour le rétablissement de l'ordre public d'une part et de l'autre les principaux dirigeants politiques, y compris Daw Aung San Suu Kyi, ainsi que des représentants des groupes nationaux et ethniques du pays; les restrictions imposées aux libertés politiques, notamment la proclamation de la Loi No 5/96 du 7 juillet 1996; la situation des prisonniers et détenus politiques, ainsi que les conditions régnant dans les prisons, les rapports sur le travail forcé et les corvées de portage, ainsi que les rapports concernant des actions militaires menées contre certains groupes ethniques, dont les Karens et les Karennis, et qui provoquent

/...

de nouveaux mouvements de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

8. De son côté, le Ministre des affaires étrangères a fait savoir que la Convention nationale avait progressé dans la rédaction des principes constitutionnels, et qu'elle avait ainsi approuvé les chapitres consacrés aux pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. La Convention avait adopté à ce jour les titres de 15 chapitres et 104 "principes fondamentaux", qui devaient servir d'assise à la nouvelle Constitution. Lorsqu'elle reprendra ses travaux, la Convention examinera les questions relatives au partage des pouvoirs entre l'Assemblée centrale et celles des États et divisions territoriales qui composent le pays. Il appartiendra à la Convention de déterminer ultérieurement comment la Constitution sera finalement rédigée et adoptée.

9. Le Ministre des affaires étrangères a écarté toute possibilité d'apporter des changements à la composition et au fonctionnement de la Convention nationale, faisant valoir que celle-ci était pleinement représentative des différentes couches de la population du Myanmar et qu'elle était la seule instance "régulière" capable d'établir une constitution solide. La décision prise le 28 novembre 1995 par la NLD à la demande pressante de Daw Aung San Suu Kyi de ne plus participer à la Convention nationale au motif que celle-ci n'était pas réellement représentative et que les vues de la NLD n'étaient pas prises en considération a entraîné l'expulsion automatique de ses membres, conformément au règlement. Si la NLD était restée dans la Convention, elle aurait eu la possibilité de faire connaître ses vues, comme elle l'avait fait dans le passé. Tout dialogue avec les dirigeants de la NLD, y compris Daw Aung San Suu Kyi, était impossible en dehors du cadre de la Convention nationale, qui était le lieu désigné pour un dialogue de cette nature.

10. Le Gouvernement a considéré que la priorité revenait dans le pays à la "reconsolidation nationale" et à l'élimination des activités insurrectionnelles. Les groupes insurrectionnels déposeraient leurs armes une fois que la Constitution serait adoptée et ils ne le feraient que si le Gouvernement était un gouvernement de discipline et non un gouvernement civil. Le régime militaire était donc nécessaire jusqu'à ce que la Constitution soit solidement instaurée. Par la suite, les militaires n'avaient pas l'intention de former un parti politique, mais ils continueraient à intervenir dans la vie politique de la nation.

11. Le Ministre des affaires étrangères a déclaré que le Gouvernement ne soutenait pas l'Organisation bouddhiste démocratique kayin contre l'Uninso nationale karen (KNU) comme on l'avait prétendu. Le Gouvernement et la KNU s'étaient rencontrés en trois occasions dans une zone soumise à l'autorité du Gouvernement et le retour du KNU dans la légalité était une question de temps. En ce qui concernait le Parti progressiste national karen (KNPP), il était rentré dans la légalité non pas après un accord de cessez-le-feu, mais parce qu'il en avait été persuadé par le Gouvernement. Le KNPP prétendait pourtant qu'il était le seul à tenir la zone en question et déclarait que le Gouvernement avait rompu un armistice qui n'avait jamais été signé.

12. En ce qui concernait les prisonniers politiques, le Ministre des affaires étrangères a déclaré que son gouvernement ne faisait pas de distinction entre

/...

prisonniers politiques et prisonniers de droit commun. Quiconque enfreignait la Loi par son comportement était puni. Si le Myanmar était tenu de respecter ses propres dispositions légales et réglementaires, il n'avait pour autant pas fermé la porte à un éventuel accord avec le Comité international de la Croix Rouge.

13. Tout en appréciant le fait que le Gouvernement du Myanmar se fût déclaré disposé à poursuivre le dialogue avec moi sur des questions qui préoccupent la communauté internationale, je ne peux cacher ma déception quand je constate que, depuis l'adoption il y a un an de la résolution 50/194 de l'Assemblée générale, mes représentants n'ont pas eu la possibilité de se rendre dans ce pays. Tout bien considéré, je pense que pour m'acquitter de mon mandat, il faut que mes représentants rencontrent les autorités gouvernementales à l'échelon le plus élevé et les dirigeants d'autres grandes forces politiques. Je regrette également de constater que depuis mon dernier rapport à l'Assemblée générale, aucun progrès n'est à signaler dans les domaines à propos desquels l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme ont à maintes reprises exprimé leurs préoccupations. Je suis fermement convaincu qu'il est indispensable que s'ouvre un véritable dialogue politique entre le Conseil d'État pour le rétablissement de l'ordre public et les dirigeants du parti politique qui avait obtenu une nette majorité aux élections de 1990 et d'autres forces politiques importantes, y compris des représentants de groupes nationaux et ethniques du pays, pour que soient atteints les objectifs déclarés du Gouvernement, à savoir la démocratisation et la réconciliation nationale, et pour que soient apaisées les préoccupations maintes fois exprimées à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme à propos du Myanmar. Je saisis l'occasion qui m'est ici offerte pour m'engager une nouvelle fois à poursuivre mes efforts en direction de ces objectifs.

-----